



## COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE [www.chrc-ccdp.ca](http://www.chrc-ccdp.ca)

Page d'accueil > Ressources > Salle des nouvelles > Communiqués

### Ressources

#### Salle des nouvelles

#### Communiqués

[2008](#) | [2007](#) | [2006](#) | [2005](#) | [2004](#) | [2003](#) | [2002](#) | [2001](#) | [2000](#)

26/11/2002

#### **Le Canada tarde à s'acquitter de ses responsabilités envers les Innu du Labrador**

**Ottawa – le 26 novembre 2002** – La Commission canadienne des droits de la personne a publié aujourd’hui un rapport indiquant que le gouvernement du Canada ne progresse pas suffisamment en vue de s'acquitter de ses obligations à l’égard des Innu du Labrador.

La nation Innu a communiqué pour la première fois avec la Commission en 1992. Elle avait alors déposé une plainte alléguant que le gouvernement ne s’était pas acquitté de ses responsabilités constitutionnelles à l’égard des Innu, et ce, depuis l’entrée de Terre-Neuve dans la Confédération en 1949. En guise de réponse, la Commission a publié en 1993 un rapport comportant cinq recommandations que le gouvernement fédéral devrait mettre en œuvre afin de répondre aux préoccupations des Innu.

Au moment de rédiger le rapport publié aujourd’hui, le gouvernement avait mis en œuvre une seule des recommandations énoncées dans le rapport de 1993 : reconnaître ses responsabilités envers les Innu. Le gouvernement avait échoué dans ses efforts pour aboutir à l’autonomie gouvernementale des Innu et il avait accompli quelques progrès relativement aux trois autres recommandations. Toutefois, pas plus tard que la semaine dernière, le gouvernement a officiellement reconnu les membres de la nation Innu du Labrador comme Indiens inscrits, répondant ainsi à l’une des recommandations de 1993.

M. Donald M. McRae, auteur du premier rapport et coauteur du deuxième, a commenté ainsi les récentes conclusions auxquelles il est parvenu : « Les recommandations énoncées en 1993 étaient claires, et à certains égards le gouvernement fédéral travaille à les mettre en œuvre. Mais il y a eu d’importants retards et certaines questions clés n’ont toujours pas été réglées. Les problèmes fondamentaux qui affectent les vies des Innu demeurent non résolus. »

Le rapport publié aujourd’hui a été rédigé par M. McRae et par Mme Constance Backhouse, tous deux professeurs à la Faculté de droit de l’Université d’Ottawa. On y étudie la réponse du gouvernement fédéral aux recommandations du rapport de 1993, et on y examine ces recommandations à la lumière des propositions énoncées par la Commission royale sur les peuples autochtones. Le rapport se penche en outre sur la situation des Innu par rapport aux engagements internationaux en matière de droits de la personne auxquels le Canada adhère. Enfin, le rapport traite de l’obligation du gouvernement d’indemniser les Innu parce qu’ils n’ont pas reçu un traitement équivalent à celui accordé aux autres peuples autochtones.

Veuillez consulter le document d’information pour obtenir plus de renseignements au sujet des faits saillants du rapport et des recommandations.

Dernière mise à jour : 2004-02-27